Exposé de M. P. Jonneret au 62e Congrès des Suisses de l'étranger (Bâle, mai 1984)

Autor(en): **P.J.**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Le messager suisse : revue des communautés suisses de langue française**

Band (Jahr): **30 (1984)**

Heft 9

PDF erstellt am: **28.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-848477

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Exposé de M. P. Jonneret au 62e Congrès des Suisses de l'Étranger (Bâle, mai 1984)

Compte-tenu de l'intérêt que peut présenter ce texte pour ceux qui n'ont pas assisté au Congrès, la Rédaction du M.S. croit devoir le publier, même avec un certain retard.

« Je dois tout d'abord remercier le Secrétariat des Suisses de l'étranger de l'organisation de ce Congrès et le féliciter d'avoir réussi à rassembler une participation significative à une période de l'année qui n'est pas celle à laquelle nous avions l'habitude de nous réunir.
Je parlerai ici, si vous le voulez bien, non pas en spécialiste du commerce extérieur, mais en tant que Président de la Fédération des Sociétés Suisses de Paris et en tant que Suisse de l'étranger. Je n'ai pas l'intention de décortiquer le problème qui est le thème de cette réunion mais je voudrais simplement lancer quelques idées et aussi rappeler quelques faits concernant les problèmes du commerce extérieur.
Au cours des trente dernières années, le commerce international a été marqué d'abord par une croissance spectaculaire que l'on n'avait jamais connue dans toute l'histoire de l'économie mondiale et ensuite, à partir de 1971/1973, par un certain déclin. Ceux qui ont connu le monde d'avant-guerre, ceux qui, comme moi, ont vécu à l'étranger à cette époque, se souviennent de ce qu'était l'autarcie, se souviennent combien il était difficile dans certains pays de trouver des articles venant d'un autre pays et se souviennent, lorsqu'ils venaient en Suisse, de l'émerveillement qu'ils avaient d'acheter dans ce pays aux frontières ouvertes des objets et des produits dont, ailleurs, nous étions parfois privés. Grâce à la libération du commerce international, les générations d'après-guerre n'ont pas éprouvé ce sentiment de frustration.
Car en effet, le grand phénomène du commerce extérieur, à partir de 1950, a été, à la suite de la conférence de La Havane et par le jeu des institutions internationales et de la politique de l'Open World Economy, une spectaculaire rupture des barrières qui s'opposaient au commerce international. Celui-ci a crû d'une façon constante entre 1950 et 1973 d'environ 7 % par an avec, toutefois, une certaine diversification en ce qui concerne les différentes catégories de pays, pays industriels et pays en voie de développement. Mais ces derniers, il faut bien le dire, ont eu à cette époque-là, leur part de la croissance du commerce international.
Au cours des années fastes, nous avons assisté à un net enrichissement des individus dans le monde entier. Même dans les pays en développement, s'il est resté certains îlots de pauvreté terrible, une augmentation sensible de certains niveaux de vie a été notée, malheureusement concentrée en des secteurs limités. Avec la double rupture de 1971 - suppression de la convertibilité du dollar - et de 1973 - quadruplement du prix du pétrole brut, le miracle s'est éteint. On a assisté, depuis, d'abord à un creusement de ce que l'on appelle le GAP, c'est-à-dire le fossé qui sépare les pays en développement des pays industriels, avec pour conséquence un endettement croissant des pays en développement, certains d'entre eux utilisant 45 à 60 % de leur ressources extérieures pour faire face à leurs dettes, et des conséquences assez graves sur le système bancaire international qui, peut-être de façon imprudente, a consenti trop de crédits à certains pays déjà fortement endettés.
On a assisté, ensuite et conséquemment, à une restriction des échanges, génératrice de crise et de sous-emploi dans tous les pays, développés et en voie de développement. La politique de déficit budgétaire des Etats-Unis contribue, sans nul doute, à réamorcer le cycle économique - demande, production, emploi, épargne, etc. - mais la situation actuelle n'est pas très brillante dans l'ensemble. Il y a une stabilisation du commerce extérieur pour les pays industriels, mais il n'y a plus de croissance, et comme la population croît, il y a chômage. Il y a régression sensible des termes de l'échange, 1,9 % pour les pays en développement. Seuls les pays producteurs de pétrole, malgré les difficultés du marché, continuent à avoir des termes de l'échange favorables. Mais il y a plus grave que cette crise des chiffres, et c'est là que nous devons être vigilants, il y a un renouveau du protectionnisme. Un renouveau du protectionnisme sous toutes ses formes et sous ses formes les plus pernicieuses, qui sont les obstacles non-tarifaires au commerce international et autres subterfuges de cette nature.
A quoi était dû ce développement du commerce international ? Essentiellement à la présence et à l'action d'un certain nombre d'institutions internationales, notamment le GATT, c'est à dire l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, l'EFTA et l'OCDE, où la Suisse a joué, et continue de jouer, un rôle important.
Ce rôle de la Suisse a été essentiellement un rôle d'exemple. La Suisse a donné l'exemple d'un pays à économie de marché véritable et elle le donne encore. Elle donne l'exemple d'un pays où l'entreprise est libre, où le marché n'existe que pour l'entreprise et l'entreprise que pour le marché. La Suisse s'oppose à certains pays qui, sous couvert de libéralisme et par des moyens divers, maintiennent des marchés, des entreprises et des emplois « bidon ». L'entreprise est la source, il faut bien le savoir, de toutes les libertés, liberté d'entreprendre, liberté de concurrence, liberté du travail, liberté de gérer, liberté de développer, liberté syndicale, liberté d'opinion. Tout ce qui anime l'entreprise véritable, le commerce véritable, ne peut vivre que si ces libertés sont assurées et chacune en elle-même est la limite de l'autre et c'est dans un régime d'entreprise que l'on a un véritable régime de liberté et c'est là, pour nous Suisses, une chose essentielle à promouvoir, car je crois que notre pays est un des rares exemples au monde où cet équilibre a été réalisé.
Il s'agit donc de faire connaître ces principes, de les faire reconnaître aussi, et c'est un petit peu notre rôle à nous, en tant que Suisses de l'étranger. C'est aussi le rôle des pouvoirs publics de notre pays de s'opposer aux protectionnismes nationaux et régionaux et de défendre dans les négociations bilatérales et internationales ces véritables libertés que sont celles de l'entreprise et du marché. La Suisse a joué un rôle considérable dans ce domaine-là. On ne le sait parfois pas suffisamment. Elle a joué un rôle considérable par le biais de ses Conseillers fédéraux, ou de ses hauts fonctionnaires et négociateurs internationaux. Certains d'entre-eux partent en ce moment du fait de l'âge ou pour d'autres circonstances et il faudrait que notre pays se garde d'une tendance au repliement. Il y a incontestablement des sollicitations internes chez nous du fait de notre régime démocratique, une avalanche d'initiatives, de référendums, de révisions constitutionnelles et législatives qui concentrent peut-être l'attention en ce moment et mobilisent peut-être un peu trop les énergies sur ce qui se passe dans le pays. Mais le monde extérieur existe. L'urgent, ne doit pas chasser l'important. Il faudrait que la Suisse se garde de tomber dans le travers où sont tombées certaines autres démocraties. La Suisse reste et restera, comme je l'ai dit, cet îlot de stabilité et de prospérité économiques. Elle a finalement traversé pas trop mal la crise des années septante. Il n'y a pas ou peu de chômage. Il

y a eu des difficultés sectorielles, mais elles ont été plus ou moins absorbées. Il y a un niveau de vie qui continue d'augmenter d'une façon raisonnable et la Suisse a surtout montré qu'un pays comme le nôtre pouvait mettre en place en Europe une productivité à la japonaise. Malheureusement, et pour des raisons très curieuses et qu'il serait intéressant d'analyser, il y a actuellement dans le monde et dans certains pays une hostilité vis-à-vis de la Suisse. La Suisse donnait autrefois l'image d'un pays de stabilité, c'était le pays des organisations internationales, le pays de la paix, c'était le pays que tout le monde imaginait comme le refuge, le pays idéal. Et maintenant, du fait de l'action de certains médias, de certains groupements, et je cite là une phrase tirée de l'ouvrage d'Edgar Fasel : « Faut-il brûler la Suisse ? », la Suisse est devenue, aux yeux de beaucoup, « un repère de receleurs, une citadelle de l'impérialisme, un coffre-fort rempli d'argent sale à brûler d'urgence ». Et, croyez-moi, cette fausse image est bien ancrée chez certains. Je connais des supports de presse, et j'inviterai toutes les entreprises suisses qui sont présentes à véritablement cesser de leur octroyer de la publicité, je connais certains supports de presse qui utilisent systématiquement la Suisse chaque fois qu'ils ont l'occasion d'en parler, pour détruire à travers elle le système libéral dont nous sommes l'image. Un film en est le prétexte, une votation à Appenzell en est également le prétexte et cela l'a été encore récemment et je crois devoir attirer l'attention sur ce fait et dire que nous, Suisses de l'étranger, nous devons être vigilants contre ces accusations et ce dénigrement venant des nostalgiques de mai 68.

Nous avons peut-être une sensibilité plus aiguë que les Suisses de l'intérieur sur les problèmes de l'image de notre pays et peut-être voyons-nous un peu moins précisément les problèmes intérieurs. Que peut donc le Suisse de l'étranger dans ce contexte ? Je crois qu'il faut que nous sachions deux choses en ce qui concerne les Suisses de l'étranger : d'une part, il faut bien se rendre compte que nos colonies meurent. Le nombre absolu des Suisses à l'étranger diminue. Il a diminué considérablement par rapport au chiffre d'avant-guerre. Nos colonies ne sont plus des colonies de peuplement. Il n'y a plus de Suisses de l'étranger, ou très peu, qui vont se faire une situation définitive à l'étranger. Nos colonies sont devenues des colonies de passage et il y a de ce fait une absence d'identification du Suisse temporairement l'étranger à son propre pays. Nos colonies comportent des dirigeants d'entreprises, qui sont deux ans, trois ans, quatre ans, cinq ans dans cette entreprise à l'étranger, qui demain seront envoyés en Uruguay ou aux Philippines et qui s'identifient donc peu à la colonie du pays où ils résident temporairement. D'autre part, il y a de plus en plus d'individus qui s'identifient plus à leur groupe - artistes, étudiants, jet set - qu'à leur pays. Il y a également ce phénomène de la communication, des médias, des transports, de l'automobile, de l'autoroute, qui fait que finalement on ne se sent plus tellement isolé de son pays, on n'éprouve pas tellement le besoin de se rassembler au sein d'associations et celà, je crois, est très important. Tant que les choses seront ce qu'elles sont, il ne faut plus trop compter sur les Suisses et sur les associations des Suisses de l'étranger. Cet état d'esprit, ces structures mentales doivent être renversés. Il faut que le citoyen suisse de l'étranger se sente véritablement un citoyen à part entière et pour cela il y a, au plan législatif et au plan constitutionnel, des dispositions à prendre chez-nous. C'est là un appel pressant que nous lançons aux pouvoirs publics, à l'opinion et aux partis. Il y a également un changement à opérer dans la mentalité du Suisse de l'intérieur et, comme on l'a relevé tout à l'heure, le Suisse de l'étranger ne doit plus être considéré chez lui, comme un émigrant ou un raté. Le Suisse de l'étranger c'est une valeur et c'est un investissement pour notre pays et nous entendons encore trop de remarques blessantes, venant souvent de personnes d'un certain niveau intellectuel, du style : « Vous en France, vous en Allemagne, vous en Grande-Bretagne, vous faites ceci, vous faites cela », alors que nous estimons être des Suisses et parfois plus Suisses qu'eux-mêmes puisque nous avons gardé la nationalité dans des circonstances souvent difficiles.

Comment le Suisse de l'étranger peut-il aider à faire connaître le modèle helvétique ? Je l'ai dit, je ne crois pas qu'il n'y ait beaucoup de moyens ; il faut être réaliste. Il y a le rôle d'organismes comme l'OSEC, mais l'OSEC vend la production suisse, il ne vend pas la Suisse. Il y a des organismes comme les Chambres de commerce, ou encore les associations professionnelles. Très souvent, elles défendent les intérêts sectoriels et purement locaux de leurs membres. C'est leur rôle et on ne leur demande pas de faire plus. De temps à autre, elles organisent une conférence, on fait venir un banquier, on fait venir un Conseiller fédéral, mais ça n'est pas ça qui va forcément vendre la Suisse. De toute façon, elles tournent dans un cercle qui est le leur, celui des affaires, mais elles ne touchent pas forcément le grand public. Il y a les associations suisses, mais elles perdent peu à peu leur substance pour les raisons évoquées ci-dessus. Je pense donc qu'il devrait y avoir un mouvement dans le monde, de Suisses militants qui fassent connaître ce que sont les bienfaits d'un certain libéralisme. Il s'agit en fait de faire connaître nos idées, nos structures, nos succès et notre expérience. Or, chez nous, on aime bien les cacher et je dois dire que je le regrette infiniment. Le message que je voudrais un petit peu lancer, c'est que nous n'avons pas en Suisse quelque chose qui corresponde à l'Alliance française, aux American Information Centers que l'on trouve partout dans le monde, à l'Institut néerlandais, à l'Institut Gœthe, etc. Nous avons Pro Helvetia bien sûr, mais le rôle de Pro Helvetia est surtout d'ordre culturel.

Il faut donc que nous ayons autre chose que l'ONST, que le fromage et que les montres Rolex pour présenter la Suisse à l'étranger . Et c'est pour cela que je pense qu'il devrait y avoir un certain mouvement pour la création dans les différents pays, et là je m'adresse à tous les représentants d'associations qui sont présents ici, il devrait y avoir un certain mouvement pour la création d'associations dont le rôle ne serait pas de réunir de bons camarades, mais dont le rôle serait un rôle de militant pour promouvoir et faire connaître la Suisse. Et c'est comme cela que nous pourrons, en créant ces plate-formes, faire connaître nos idées en matière de politique et de commerce international. Je vais vous citer un exemple : la Suède organise, à l'occasion d'un prochain congrès, une exposition qui voyagera dans le monde entier et qui s'appelle la contribution suédoise. Cette exposition, ce n'est pas seulement la contribution de la Suède au commerce international, c'est beaucoup plus que cela ; c'est la contribution et l'apport de la Suède au monde en général à travers l'histoire, à travers la littérature, le cinéma, le théâtre et toutes ces choses qui frappent l'imagination des individus.

Voilà ce que nous pourrions faire. Mais, à la base, il faut un concept, un budget, une aide pour mettre en place un organisme dont le rôle serait de faire connaître une image d'ensemble de la Suisse - pas seulement des images fragmentaires - et de susciter et coordonner des actions en ce sens.

A quand notre Conseiller fédéral à l'information ? »

P. J.